



Déclaration CAPA des certifiés – avancement d'échelon – jeudi 13 février

Cette CAPA, attendue par de nombreux collègues, s'ouvre dans un contexte de mobilisation historique face à des attaques tout aussi historiques contre nos métiers, nos conditions de travail, notre système de retraite, le bac et le lycée, ou encore le paritarisme. La rupture entre les enseignants et le ministre n'a jamais été aussi forte tout comme celle de ce gouvernement avec le peuple.

La soi-disante « École de la Confiance » ressemble davantage à l'école de la défiance. Chaque rentrée se prépare avec toujours moins de moyens dans les établissements alors que les effectifs augmentent. Les dotations qui ont enfin été communiquées aux lycées montrent la volonté d'anéantir la voix technologique. Dans les lycées, les suppressions de postes seront très nombreuses, preuve s'il en fallait une, que les réformes du lycée et du bac, comme bien d'autres, sont d'abord pensées pour faire des économies au détriment des conditions de travail et de réussite des enseignants et des élèves, notamment pour les plus fragiles.

Dans le pays, la mobilisation contre la réforme des retraites persiste et ce que le SNES et la FSU avaient annoncé depuis le début se confirme : les fonctionnaires et les enseignants seront parmi les plus grands perdants de cette réforme en voyant une baisse drastique de leurs pensions. La bataille n'est pas terminée et nous ferons tout pour continuer à mobiliser la profession afin obtenir le retrait de cette réforme inique.

Le gouvernement et le ministère refusent, pour l'heure, d'entendre les mobilisations contre leurs réformes. Leurs seuls arguments consistent à calomnier ceux qui les contestent, en les traitant de menteurs ou en les réprimant par des menaces et des sanctions. La répression contre les manifestants ou les forces de l'ordre envoyées dans les lycées pour faire passer les E3C ne mettront pas fin à la contestation. Ces actes ne font qu'accentuer la défiance envers nos dirigeants dont l'obstination aveugle devient très inquiétante pour l'avenir du pays.

Cette CAPA lance le triste compte à rebours de la mise à mort du paritarisme décidé par ce gouvernement contre l'avis unanime des organisations syndicales. C'est en effet, la dernière fois que le tableau d'avancement d'échelon est étudié de manière paritaire entre les représentants élus des personnels et les représentants désignés de l'administration. Dans quelques semaines, s'enchaîneront la dernière CAPA pour les promotions à la hors-classe, puis celle pour la classe exceptionnelle qui donnera le clap de fin au paritarisme. Dorénavant, et par la seule volonté de ce gouvernement, la carrière, les promotions et la mobilité des agents ne seront plus étudiées par les commissions paritaires. La transparence laissera place à l'opacité et à l'arbitraire avec toutes ses dérives possibles. Les conséquences seront terribles pour les collègues, cela va accentuer les pressions et la concurrence. Ce qui renforcera inévitablement la souffrance et le stress au travail.

Le glas va donc bientôt sonner pour le paritarisme, conçu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en un temps où le gouvernement de l'époque voulait protéger le fonctionnaire de l'arbitraire et éviter l'instrumentalisation de l'administration par un pouvoir politique quelconque. Un temps où l'on construisait la démocratie sociale pour revivifier la République et où on ne l'opposait pas à la démocratie politique. C'est cette démocratie sociale que nous continuerons à restaurer par nos mobilisations dans la rue, et au moyen de notre représentativité en toutes circonstances.

En attente d'une véritable revalorisation nécessaire, mais qui ne soit pas anticonstitutionnelle, nombre de nos collègues attendent donc une promotion aujourd'hui afin d'obtenir une légère hausse de salaire dans un contexte d'austérité et de gel du point d'indice. Avec 232 promus sur 839 collègues promouvables, beaucoup seront une nouvelle fois déçus car malgré une valeur professionnelle qui

n'est pas à remettre en cause, ils devront encore attendre avant de voir leur situation salariale s'améliorer ; La faute, comme souvent, à des quotas de promotions bien insuffisants au regard de l'engagement qu'est celui de la très grande majorité des collègues pour la réussite de leurs élèves. Le SNES-FSU continue de dénoncer ces deux moments d'avancements accélérés dans la carrière qui ne font que reproduire les injustices de l'ancien système puisque l'institution doit utiliser des critères administratifs pour classer les collègues, le départage se faisant parfois par la date de naissance. Le SNES-FSU rappelle qu'il défend un avancement unique au rythme le plus favorable pour toutes et tous, et totalement détaché de l'évaluation.

Des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, des salaires qui stagnent et un pouvoir d'achat qui ne cesse de baisser, voilà le quotidien et les perspectives d'avenir pour les enseignants français au 21ème siècle. Il faut être sot pour ne pas voir et comprendre que cela ne peut plus durer. Le sentiment d'épuisement et de déclassement est largement partagé parmi les collègues. Les salaires des enseignants doivent être revalorisés et augmentés et sans aucune contrepartie. Que cela soit bien clair, nous ne réclamons pas de primes, synonymes de mise en concurrence des personnels, mais bien un dégel et une revalorisation du point d'indice qui puisse profiter à tous les agents des 3 versants de la Fonction Publique.

Pour terminer cette déclaration, nous souhaitons, une nouvelle fois, remercier les services pour la transmission des documents et les échanges. Il est plus que regrettable que ces échanges, essence même du paritarisme, fassent bientôt parti d'un temps révolu.